

L'honorable M. Hugessen: Puis-je poser une question à l'honorable sénateur? Il dit que le gouverneur n'a pas été accusé d'inconduite avant le 30 mai. A-t-il lu comme moi la déclaration du ministre des Finances qui a dit que le gouverneur s'était rendu coupable d'un sérieux manquement à son devoir? Nous dit-il que ce n'est pas là une allégation d'inconduite?

L'honorable M. Choquette: D'après moi, cela s'applique à la question du viol de son serment. Je suis toujours d'avis...

L'honorable M. Macdonald (Brantford): Le vote!

L'honorable M. Roebuck: Le vote!

L'honorable A. J. Brooks: Honorables sénateurs, je n'ai pas l'intention de prolonger pour la peine le présent débat. Je pense qu'on a déjà dit tout ce qui peut être dit sur cette question. Il y a une chose cependant que je voudrais dire. Je ne prévoyais pas, et je pense que très peu de membres du comité préoyaient, que le présent bill ne serait pas renvoyé au Sénat pour la troisième lecture. L'honorable sénateur d'Inkerman (l'honorable M. Hugessen) nous a dit pourquoi il estime que cette façon de procéder n'était pas nécessaire et pourquoi une motion en ce sens a été rejetée au comité. Sa raison, c'est que M. Coyne a promis de démissionner, mais nous n'avons aucune raison assurée de croire que M. Coyne démissionnera comme il l'a promis. Pour ma part, je n'ai aucun doute qu'il démissionnera. Je ne saurais dire si cet événement se produira ou ne se produira pas, mais je pense que le comité aurait eu quelque justification à ne pas faire rapport du bill au Sénat si M. Coyne avait effectivement démissionné. S'il avait démissionné hier comme il l'a promis, et s'il avait envoyé sa démission au ministre des Finances, le comité aurait peut-être été justifié de ne pas faire rapport du bill à la Chambre pour la troisième lecture, mais ce n'est pas ce qui s'est produit.

J'ajoute, honorables sénateurs, que je ne me souviens d'aucune autre occasion, dans l'une ou l'autre Chambre, où un bill qui avait été renvoyé à un comité n'a pas été retourné à la Chambre en question pour l'étape de la troisième lecture, surtout une importante mesure comme celle-ci, et surtout un bill du gouvernement.

Quand on songe qu'il y a des centaines de bills de divorces qui font à chaque session l'objet d'un rapport à la Chambre, il me semble qu'un bill de l'importance de celui-ci devrait au moins recevoir la même considération à la troisième lecture que les bills de divorce.

Je signale aussi que le comité des banques et du commerce n'englobe pas tous les membres du Sénat. Le comité se compose de 50 membres. Vingt-six ont participé au vote ce matin, et là-dessus, 19 se sont prononcés contre le rapport du bill au Sénat, et 7 ont voté pour cette mesure. Le Sénat compte plus de 100 membres, et là-dessus, on constate que seulement 19, c'est-à-dire moins de 20 p. 100, sont en train de décider ce qui doit être fait de cette mesure si importante. Je dis que le bill aurait dû faire l'objet d'un rapport à la Chambre afin que tous les honorables sénateurs puissent étudier la question.

L'honorable M. Macdonald (Brantford): Puis-je demander à l'honorable sénateur...

L'honorable M. Brunt: A l'ordre!

L'honorable M. Brooks: Je sais qu'il y a des membres de cette Chambre qui n'ont pas eu l'occasion d'exprimer, de vive voix ou par un vote, s'ils veulent que rapport soit fait de ce bill.

L'honorable M. Macdonald (Brantford): Pourquoi?

L'honorable M. Brooks: Je prétends que les 19 membres qui se sont prononcés en comité ne devraient pas usurper tous les droits du Sénat du Canada.

L'honorable M. Brunt: Bravo!

L'honorable M. Brooks: Nous parlons de notre indépendance. Il a été bien souvent question de l'indépendance du Sénat depuis le peu de temps que je siège ici. L'honorable sénateur d'Inkerman (l'honorable M. Hugessen) s'est demandé si c'était une question d'ordre politique ou non. Je suis bien prêt à laisser les Canadiens en juger. Je n'ai pas l'intention de me prononcer là-dessus, bien que je puisse dire que j'ai mes propres vues à cet égard. Mais nous parlons de notre indépendance en cette enceinte. Faut-il penser uniquement à l'indépendance collective du Sénat? Chaque sénateur n'a-t-il pas droit à une certaine indépendance?

L'honorable M. Macdonald (Brantford): Certainement.

L'honorable M. Brooks: Qu'a-t-on fait de son indépendance pour qu'on lui refuse l'occasion de se prononcer sur une question qui est une des plus importantes dont le Sénat et la Chambre des communes aient été saisis au cours de la présente session?

L'honorable M. Macdonald (Brantford): Quand quelqu'un s'est-il vu refuser le droit de se prononcer sur cette mesure?

L'honorable M. Brunt: Il n'y aura pas de troisième lecture.